



FÉDÉRATION FRANÇAISE D'AÏKIDO, AÏKIBUDO, KINOMICHI ET DISCIPLINES ASSOCIÉES
(FFAAA)

STATUTS DE LA LIGUE ÎLE DE FRANCE FFAAA

conforme aux statuts types de la FFAAA

Validés par l'Assemblée générale extraordinaire du **21 novembre 2021**

Modifiée par l'Assemblée générale extraordinaire **du 22 mai 2022**

SOMMAIRE

TITRE I - OBJET, MISSIONS, COMPOSITION	4
ARTICLE 1	4
ARTICLE 2 - SIÈGE SOCIAL	4
ARTICLE 3 – OBJET	4
ARTICLE 4 – COMPOSITION	5
ARTICLE 5 - PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE	5
TITRE II - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE	6
ARTICLE 6 – COMPOSITION	6
ARTICLE 7 – VOTES	6
ARTICLE 8 – CONVOCATION	6
ARTICLE 9 – QUORUM	7
ARTICLE 10 – MAJORITÉ	7
ARTICLE 11 - ORDRE DU JOUR	7
ARTICLE 12 - VOTES ÉLECTRONIQUES	7
ARTICLE 13 - PROCÈS-VERBAL	7
TITRE III - ADMINISTRATION	8
ARTICLE 14 - COMITÉ DIRECTEUR	8
ARTICLE 15 - ÉLECTION DES MEMBRES	8
ARTICLE 16 - VOTES ÉLECTRONIQUES	9
ARTICLE 17 - VACANCE D'UN MEMBRE	9
ARTICLE 18 – ÉLIGIBILITÉ	9
ARTICLE 19 - VACANCE DU/DE LA PRÉSIDENT-E	10



FÉDÉRATION FRANÇAISE D'AIKIDO
AIKIBUDO KINOMICHI & DISCIPLINES ASSOCIÉES

ARTICLE 20 - RÉVOCATION DU/DE LA PRÉSIDENT-E	10
ARTICLE 21 – FONCTIONNEMENT	10
ARTICLE 22 – BUREAU	11
ARTICLE 23 – COMMISSIONS	11
TITRE IV - RESSOURCES ET GESTION	12
ARTICLE 24 – RESSOURCES	12
ARTICLE 25 – FINANCES	12
ARTICLE 26 – REPRÉSENTATION	12
TITRE V - MODIFICATIONS DES STATUTS DISSOLUTION	13
ARTICLE 27 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE	13
Article 27-1 objet	13
Article 27-2 composition	13
Article 27-3 quorum	13
Article 27-4 majorité	13
ARTICLE 28 - DISSOLUTION LIQUIDATION DES BIENS	13
TITRE VI - PUBLICITÉ RÈGLEMENT INTÉRIEUR	14
ARTICLE 29 – PUBLICITÉ	14
ARTICLE 31 – RÈGLEMENT INTÉRIEUR	14
ARTICLE 31 – ADOPTION	14
LE/LA PRÉSIDENT-E LE/LA SECRÉTAIRE GÉNÉRAL-E	14

TITRE I - OBJET, MISSIONS, COMPOSITION

ARTICLE 1

L'association dite «LIGUE RÉGIONALE ÎLE DE FRANCE D'AÏKIDO, AÏKIBUDO, KINOMICHI ET DISCIPLINES ASSOCIÉES» de la FÉDÉRATION FRANÇAISE D'AÏKIDO, AÏKIBUDO, KINOMICHI ET DISCIPLINES ASSOCIÉES (FFAAA) a été créée le 28 juillet 1983.

Elle est régie quant à sa validité par la loi du 1er Juillet 1901, le code du sport, les règles éthiques et déontologiques du CNOSF et toutes les dispositions légales en matière de pratique sportive, ainsi que le droit civil local dans les départements du Bas Rhin et de la Moselle.

La Ligue Île de France FFAAA est un organisme territorial délégué de la FFAAA nécessaire à la réalisation de son objet social conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts fédéraux. Sa durée est illimitée.

ARTICLE 2 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la Ligue Île de France de la FFAAA est fixé par le comité directeur. Il peut être transféré en tout autre lieu de la Ligue par simple décision du comité directeur de la Ligue après accord du comité directeur fédéral, avec le compte-rendu de la décision.

La prochaine assemblée générale de la Ligue en sera informée officiellement.

ARTICLE 3 – OBJET

La Ligue Île de France de la FFAAA a pour but dans son ressort territorial :

- De regrouper les personnes physiques et morales membres de la FFAAA,
- De représenter la FFAAA auprès des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et du mouvement sportif de son ressort territorial,
- D'y promouvoir l'AÏKIDO, l'AÏKIBUDO, le KINOMICHI et les DISCIPLINES ASSOCIÉES dans le cadre des pouvoirs que lui délègue la FFAAA selon les modalités prévues par les statuts Fédéraux et le règlement intérieur fédéral,
- D'assurer la promotion de l'éducation des membres des associations adhérentes, en s'interdisant toute discrimination,
- De mettre en œuvre la politique fédérale et les actions qui en découlent,
- D'organiser des manifestations complémentaires utiles au développement de la Fédération,
- D'assurer des missions de formation sur tout son territoire en lien avec l'objet social de la Fédération,

- De veiller au respect de ces principes par ses membres ainsi qu'au respect de la charte d'éthique et de déontologie de l'Aïkido.

La Ligue Île de France de la FFAAA adhère sans réserve aux statuts de la fédération, à son règlement intérieur et à ses annexes.

Elle reconnaît expressément se conformer aux décisions du comité directeur fédéral et de l'assemblée générale fédérale.

ARTICLE 4 – COMPOSITION

La Ligue Île de France de la FFAAA se compose :

- Des associations affiliées à la FFAAA et ayant leur siège sur le territoire de la Ligue,
- Des membres de ces associations,
- Des membres d'honneur et des membres bienfaiteurs.

ARTICLE 5 - PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE

Les associations perdent la qualité de membre de la Ligue :

- Par la démission,
- Par le non-paiement des cotisations décidées par l'assemblée générale de la Fédération,
- Pour la durée de leur suspension quand elles sont suspendues par la commission de discipline de la FFAAA pour faute grave ou infraction aux Statuts et Règlements de la FFAAA ou de la Ligue,
- Par la radiation dans les conditions stipulées par le Règlement Intérieur Fédéral et celles de la commission de discipline sur saisine du président fédéral.

TITRE II - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

ARTICLE 6 – COMPOSITION

L'assemblée générale de la Ligue est constituée par :

- Le président de la ligue et le comité directeur de la ligue, le président de ligue peut inviter des personnalités extérieures à titre consultatif
- les présidents ou présidentes des associations affiliées licenciés et à jour des cotisations de leurs clubs.
- Les membres d'honneur et les membres bienfaiteurs de la Ligue peuvent être invités par le/la président-e. avec voix consultative.
- Les présidents de Comités Inter Départementaux à titre consultatif.

Le/la président-e de la Fédération ou son/sa représentant-e peut participer de plein droit aux assemblées générales.

ARTICLE 7 – VOTES

Les votes par correspondance ne sont pas admis.

En cas d'absence d'un-e président-e d'association, celui-ci ou celle-ci pourra donner son pouvoir à un autre membre élu de l'association, titulaire de la licence de l'année en cours.

Le vote par procuration pour une autre association est admis.

Le mandaté membre de l'assemblée générale, ne peut disposer que de deux pouvoirs pour une autre association que la sienne. Sous réserve que l'association soit à jour de sa cotisation annuelle à la fédération et que le mandant soit licencié de l'année en cours.

Un modèle de pouvoir est mis à disposition par la fédération.

Les voix des associations non présentes ou non représentées ne pourront pas être comptabilisées. Chaque association dispose d'un nombre de voix proportionnelles au nombre de ses licenciés suivant le barème

ci-après :

De 6 à 20 licences : 1 voix

De 21 à 50 licences : 1 voix supplémentaire

De 51 à 300 licences : 1 voix supplémentaire par tranche ou fraction de 50 licences

De 301 à 1000 licences : 1 voix supplémentaire par tranche ou fraction de 100 licences.

Le nombre de licences fédérales est décompté par le siège de la FFAA au dernier jour de la saison précédente.

ARTICLE 8 – CONVOCATION

L'assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le

président de la Ligue, ou sur la demande de la moitié au moins de ses membres.

Les convocations et les documents afférents doivent être adressés au minimum quinze jours avant la date fixée.

Toutes les assemblées générales de Ligue doivent avoir lieu au moins trois semaines avant la date fixée pour l'assemblée générale fédérale.

ARTICLE 9 – QUORUM

Le quorum est fixé à la moitié plus une des voix exprimables et représentant au moins la moitié des associations.

Si ce quorum n'est pas atteint, il sera procédé, dans un délai minimum de deux semaines, à la convocation d'une seconde assemblée générale pour laquelle aucun quorum ne sera exigé.

ARTICLE 10 – MAJORITÉ

Les votes sont acquis à la majorité absolue des voix, soit 50% plus une.

Les votes à l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu obligatoirement à bulletin secret.

ARTICLE 11 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est fixé par le comité directeur de la Ligue ou son bureau.

Il est transmis au plus tard aux représentants des clubs dans les quinze jours qui précèdent l'assemblée générale.

L'assemblée générale statue sur la gestion du comité directeur, approuve les comptes de l'exercice clos et le projet de budget.

Elle élit ses représentants aux assemblées générales fédérales (titulaires et suppléants) conformément à l'article 14 des statuts fédéraux et 1er du RI fédéral. Elle vote uniquement sur les questions mises à l'ordre du jour.

ARTICLE 12 - VOTES ÉLECTRONIQUES

En cas d'impossibilité majeure de pouvoir réunir physiquement les membres de l'assemblée générale, le comité directeur peut décider de la réunir par visio-conférence et de procéder à des votes sécurisés en conformité avec les dispositions de la CNIL, après accord de la FFAAA.

L'AG ordinaire annuelle doit être organisée au minimum trois semaines avant celle de la Fédération.

ARTICLE 13 - PROCÈS-VERBAL

Il est établi un procès-verbal des assemblées signé par le/la président-e et par le/la secrétaire général-e dont une copie est adressée dans un délai de deux mois au comité directeur de la FFAAA.

TITRE III - ADMINISTRATION

ARTICLE 14 - COMITÉ DIRECTEUR

La Ligue Île de France de la FFAAA est administrée par un comité directeur composé de six à douze membres élus au scrutin de liste pour quatre ans par olympiade par l'assemblée générale.

Un poste de droit est attribué à la discipline Aïkibudo

Un poste de droit est attribué à la discipline Kinomichi.

La désignation des membres sur ces postes réservés est définie dans le règlement particulier de chacune des deux disciplines.

Conformément à l'article 29 de la Loi du 3 mars 2022 visant à démocratiser le sport, l'écart entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes au sein du comité directeur ne peut être supérieur à un. (En vigueur au premier janvier 2028)

ARTICLE 15 - ÉLECTION DES MEMBRES

Les membres du comité directeur sont élus au scrutin de liste majoritaire par les membres de l'assemblée générale. Un modèle type comprenant l'honorabilité est fourni par la FFAAA. Le comité directeur est élu pour une durée de quatre ans correspondant à une olympiade.

Les listes candidates s'établissent avec le modèle type de la FFAAA. Elles doivent être déposées au siège de la Ligue au minimum dix jours avant la date prévue pour l'assemblée générale électorale.

Les membres du comité directeur sont rééligibles.

Toutefois le/la président-e du comité ne peut exercer plus de trois mandats au total. Si celui-ci ou celle-ci exerce une fonction exécutive au sein d'une structure internationale représentant les disciplines de la FFAAA, une dérogation lui est accordée pour un quatrième mandat.

Les listes candidates au titre du comité directeur doivent comporter douze noms au maximum dont le premier est candidat à la fonction de président-e, le second à la fonction de secrétaire général-e et le troisième à la fonction de trésorier/ière général-e. Elles comprennent des féminines conformément aux dispositions du Code du Sport et à l'article 14 des présents statuts.

Au premier tour de scrutin la liste ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés est élue. S'il y a lieu, le second tour oppose les deux listes arrivées en tête. Celle ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés est déclarée élue.

ARTICLE 16 - VOTES ÉLECTRONIQUES

En cas d'impossibilité majeure de pouvoir réunir physiquement les membres de l'assemblée générale, le comité directeur peut décider de la réunir par visio-conférence et de procéder à des votes sécurisés conformes aux dispositions de la CNIL, après accord de la FFAAA.

ARTICLE 17 - VACANCE D'UN MEMBRE

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges, le comité directeur peut pourvoir au remplacement de ses membres par cooptation, sous réserve de validation de cette désignation par la prochaine Assemblée Générale.

Le mandat des membres ainsi cooptés prend fin à la même date que les autres membres.

ARTICLE 18 – ÉLIGIBILITÉ

Ne peuvent être élues au comité directeur les personnes :

- âgées de moins de dix-huit ans révolus au jour de l'élection,
- membres depuis moins de six mois d'une association affiliée,
- ne possédant pas la licence fédérale de l'année en cours,
- ne jouissant pas de leurs droits civils et politiques,
- de nationalité française, condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales,
- de nationalité étrangère, condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un-e citoyen-ne français-e, fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales,
- à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles constituant une infraction à l'esprit de la discipline, faisant l'objet d'une incapacité d'exercer au sein de la Fédération une activité bénévole relative à l'honorabilité,
- recevant une rétribution directe ou indirecte quelle que soit sa forme, en contrepartie d'activités exercées à tous les niveaux de la Fédération.

Les membres du comité directeur ne peuvent donc pas recevoir une rémunération par :

- la Fédération,
- un organisme territorial délégué,
- un organisme national de la FFAAA,
- une association affiliée à la Fédération,
- une société, entreprise ou établissement dont l'activité consiste principalement dans

l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de l'organisme régional ou départemental concerné ou des associations affiliées à la Fédération dans le ressort géographique de ces organismes.

Les membres du comité directeur ne peuvent recevoir aucune rétribution pour les fonctions administratives qui leur sont confiées dans le cadre du comité directeur ou pour des actions décidées par celui-ci, exception faite de remboursements de frais engagés pour la ligue sur justificatif.

Afin de garantir la diversité de la représentation, il ne peut y avoir plus de deux candidat-e-s qui soient licencié-e-s dans une même association ou deux membres de la même famille.

Les fonctions électives du/de la président-e de la Ligue sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat au sein du comité directeur de la Fédération. En cas de cumul de mandats, l'intéressé-e doit démissionner de l'un d'eux dans un délai d'un mois.

De même, le mandat de président de ligue ne peut se cumuler avec un mandat de comité départemental.

ARTICLE 19 - VACANCE DU/DE LA PRÉSIDENT-E

En cas de vacance du poste de président-e, le comité directeur de la Ligue procédera immédiatement à l'élection d'un-e nouveau ou nouvelle président-e au scrutin secret parmi ses membres.

La nomination du (de la) nouveau (elle) président(e) est soumise à ratification de l'assemblée générale la plus proche.

ARTICLE 20 - RÉVOCATION DU/DE LA PRÉSIDENT-E

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du/de la président-e avant son terme normal par un vote sous réserve que l'assemblée générale soit convoquée à cet effet à la demande de la moitié des personnes la composant représentant au moins la moitié des voix.

Par ailleurs les deux tiers des personnes composant l'assemblée générale doivent être présents et représenter au moins la moitié des voix de celle-ci.

La révocation du/de la président-e doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

ARTICLE 21 – FONCTIONNEMENT

Le comité directeur de Ligue se réunit au moins trois fois au cours de l'exercice, et chaque fois qu'il est convoqué par son/sa président-e ou sur la demande du tiers de ses membres.

La présence de la moitié des membres du comité directeur est nécessaire à la validité des délibérations. Les votes par procuration ou par correspondance ne sont pas admis.

Il est tenu procès-verbal des séances, signé par le/la président-e et le/la secrétaire général-e.

Tout membre du comité absent à trois séances consécutives et n'ayant pas fourni d'excuses valables, pourra être considéré comme démissionnaire par le comité directeur de Ligue.

ARTICLE 22 – BUREAU

Le bureau se réunit chaque fois que de besoin à la demande /de la président-e qui en fixe l'ordre du jour.
En cas de besoin, il peut être nommé un-e ou deux vice-président-e-s, un-e adjoint-e au/ à la trésorier/rière et au/à la secrétaire général-e.

ARTICLE 23 – COMMISSIONS

Le comité directeur de la Ligue peut créer les commissions nécessaires à son bon fonctionnement et à la réalisation de ses objectifs.

Il désigne les membres, confie la responsabilité de chaque commission à un membre du comité directeur qui rend compte régulièrement de son activité au bureau de la ligue et au comité directeur.

Le/la président-e peut également nommer des chargé-e-s de mission.

Il doit également respecter la mise en œuvre du collège technique régional (CTR) et son règlement intérieur.

TITRE IV - RESSOURCES ET GESTION

ARTICLE 24 – RESSOURCES

Les ressources de la Ligue proviennent notamment :

- De la quote-part des ressources fédérales ristournées conformément aux propositions du comité directeur fédéral approuvées par l'assemblée générale de la FFAA,
- Des subventions sollicitées auprès des organismes publics,
- Des recettes de ses diverses activités et manifestations,
- Du produit de ses placements,
- Du partenariat et du mécénat privé,
- De toutes autres ressources autorisées par la Loi.

ARTICLE 25 – FINANCES

Les dépenses sont ordonnancées par le/la président-e.

Le comité directeur autorise l'ouverture des comptes bancaires au nom de la Ligue.

Ces comptes fonctionnent sous la signature du/de la président-e ou par délégation sous celle du/de la trésorier/ière générale.

ARTICLE 26 – REPRÉSENTATION

La Ligue est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par son/sa présidente qui peut déléguer temporairement et spécialement ses pouvoirs à un membre du bureau.

TITRE V - MODIFICATIONS DES STATUTS DISSOLUTION

ARTICLE 27 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Article 27-1 objet

Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le comité directeur de la Ligue à la demande d'au moins la moitié de ses membres.

L'objet d'une assemblée générale extraordinaire ne peut être que :

- la modification des statuts,
- la dissolution de l'association.

Article 27-2 composition

La composition de l'assemblée générale extraordinaire est identique à celle des assemblées générales ordinaires, tel qu'indiqué à l'article 6 des présents statuts.

Article 27-3 quorum

Le quorum pour une AGE est fixé à 50% de membres présents composant l'assemblée générale ordinaire représentant au moins la moitié des voix.

Si le quorum n'est pas atteint le comité directeur convoque une seconde AGE dans un délai minimum de quinze jours. Celle-ci pourra alors délibérer valablement quel que soit le nombre de personnes présentes.

Article 27-4 majorité

La majorité requise lors des votes est fixée à 50 % plus une des voix des personnes présentes ou représentées.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION LIQUIDATION DES BIENS

En cas de dissolution prononcée par l'AGE, celle-ci désigne un ou plusieurs liquidateurs. L'actif s'il y a lieu est dévolu, conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, à toute association déclarée ayant un objet similaire ou à tout établissement public ou privé reconnu d'utilité publique de son choix.

L'approbation de la liquidation des biens et l'affectation des actifs doivent être approuvées par une nouvelle assemblée générale extraordinaire.

Le solde de décompte est attribué à la FFAA.

TITRE VI - PUBLICITÉ RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ARTICLE 29 – PUBLICITÉ

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire concernant la modification des statuts, la dissolution de la Fédération et la liquidation de ses biens sont adressées au/à la président-e de la Fédération.

Les procès-verbaux de l'assemblée générale feront l'objet de publication sur tout support adapté.

Les rapports financiers et de gestion pourront être librement consultés au siège de la Ligue à la demande de tout membre licencié à la Fédération dans la Ligue, en présence du/de la trésorier/ière général-e ou d'un membre du bureau.

ARTICLE 30 – REGLEMENT INTÉRIEUR

Un règlement intérieur vient compléter les statuts.

ARTICLE 31 – ADOPTION

Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée générale de la Ligue le.....

LE PRÉSIDENT

Philippe Monfouga

LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Corine Meyssonier